

Études littéraires africaines

Politiques d'identité et nouvel ordre moral : à propos de *La Dictature des identités* de Laurent Dubreuil

Françoise Chenet



Numéro 50, 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1076038ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1076038ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA)

ISSN

0769-4563 (imprimé)

2270-0374 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chenet, F. (2020). Compte rendu de [Politiques d'identité et nouvel ordre moral : à propos de *La Dictature des identités* de Laurent Dubreuil]. *Études littéraires africaines*, (50), 151–154. <https://doi.org/10.7202/1076038ar>

Tous droits réservés © Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA), 2020

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

dialectisée, et plus ou moins involontaire, de la figure de l'individu émancipé venue de cet Occident et débouchant sur un « radicalisme culturel [qui exploite] l'angoisse individuelle de l'homme moderne » (*L'Imposture culturelle*, p. 77). Ainsi, l'opposition entre universalisme abstrait (et dominateur) et identité singulière n'est pas dépassée mais figée dans une lutte pour l'hégémonie, et cette lutte peut prendre des traits qui ne sont pas si lointains de ceux du pire visage de l'Occident, comme les procès publics du stalinisme ou les confessions forcées de la République populaire de Chine.

Ces crises autodestructrices ne sont pas ici considérées d'un point de vue extérieur, mais vécues de l'intérieur par les deux auteures. Elles ont, à des titres divers, participé aux mouvements d'émancipation, chacune à partir de sa situation. Elles prennent toutes deux soin de différencier ces courants « identitaires » des initiatives nécessaires à l'émancipation, qu'il s'agisse du mouvement *#MeToo* qu'évoque Caroline Fourest ou de l'indépendance tunisienne qui forme l'arrière-fond de l'expérience et de la réflexion de Hélé Béji. Cependant, là où Caroline Fourest rend visibles et relie ces phénomènes pour en montrer l'emprise et pour défendre la nécessité de reconstruire un idéal universaliste, Hélé Béji pense cette opposition comme une déchirure interne et recherche une figure d'humanité au-delà de ces crispations, suggérant ainsi l'idée qu'une flamme demeure vivante par-delà les obscurantismes de la post-modernité (*L'Imposture culturelle*, p. 163-165).

Une erreur serait de croire que ces générations « nationales » (pour Hélé Béji) ou « identitaires » (pour Caroline Fourest) seraient des figures authentiques d'une altérité offensée et opprimée : ce sont plutôt celles d'une altération, des figures hypostasiées et manichéennes d'un moment de la pensée humaine, oublieuse – naïvement ou cyniquement – de ce que l'humanité ne s'accomplit que dans un universel articulant les spécificités. Cet Universel n'est cependant pas déjà arrivé comme l'Absolu hégélien, mais il demeure à construire et le sera toujours.

Laurent HUSSON

Politiques d'identité et nouvel ordre moral : à propos de *La Dictature des Identités*²¹ de Laurent Dubreuil

Laurent Dubreuil, professeur d'études romanes, littérature comparée et sciences cognitives à l'université Cornell aux États-Unis, parle – et part – de ce lieu qu'il connaît bien pour aborder, avec *La Dictature des identités*, un phénomène identitaire inquiétant qui tend paradoxalement

²¹ DUBREUIL (Laurent). *La Dictature des identités*. Paris : Gallimard, coll. Le Débat, 2019, 124 p.

à s'universaliser, alors qu'il est le triomphe du particulier sur le général. Encore que ces termes cernent mal ces identités émiettées et hors sol qui prétendent, dans leur plus extrême singularité, occuper, voire dominer tout le terrain politique. Dans un même mouvement contradictoire, elles se définissent contre tous les déterminismes sociaux, voire génétiques, tout en s'en prévalant pour réclamer la reconnaissance politique d'une identité authentique dont on peine à trouver le fondement, aussi variable que les individus qui la revendiquent.

Devant les dégâts causés par ce phénomène qui met « l'Amérique en miettes », selon Mark Lilla (*La Gauche identitaire*, 2018), et alors qu'il commence à gagner la France des campus pour devenir la nouvelle idéologie de la gauche, Laurent Dubreuil monte à son tour au créneau pour nous alerter contre le danger de cette « dictature des identités » qui inaugurerait un nouveau totalitarisme.

Identités. Il faut relever d'abord que la réalité plurielle et protéiforme de ces « identités » ne doit pas cacher leur nature commune et fondatrice : ce sont des « identités blessées », nécessairement victimes de la domination blanche et masculine, qui auraient désormais droit de cité. Elles définissent ce que l'auteur appelle un « *despotisme démocratisé*, où le pouvoir [...] est à la portée d'individus manufacturés que traversent des types de désirs totalitaires » (p. 25 ; l'auteur souligne).

Le livre montre le ridicule de comportements et d'une phraséologie qui se perd dans la catégorisation d'identités proliférantes mais indispensables pour simplement exister socialement et politiquement. L'anecdote y a force de loi, par exemple quand une jeune étudiante veut imposer la recette authentique d'un plat vietnamien, le *bánh mi*, à son restaurant universitaire. On pourrait multiplier les cas, c'est sans fin comme le montre le mouvement LGTBQIA+, « soit *lesbiennes, gays, transgenres, bisexuel.le.s, queers, intersexes, asexuel.le.s* plus les catégories qui seront à dénommer ensuite » (p. 15) ²².

Entre nature et culture, ces identités sont interstitielles et se déterminent dans l'interconnexion des réseaux sociaux dont elles subissent à leur insu « l'équarrissage informatique et communicationnel » (p. 31). Les identités sont désormais numériques. Elles se « manufacturent » sur et par la Toile, suivant des processus de labélisation injonctive qui s'apparentent plus à des opérations de *marketing* ciblant, voire créant tel groupe, qu'à une véritable recherche ontologique. Sauf à considérer que c'est le standard de référence qui est « ontologisé » (p. 33). Dans tous les cas, il

²² *Sic*, italiques de l'auteur, qui ne prend pas garde à mettre les « points médians » attendus par d'aucuns, mais ajoute en revanche la note suivante : « L'ordre des initiales n'est pas immuable. Au Canada en particulier se rencontrent parfois des sigles encore plus longs, tels que LGBTTIQQ2SAAP (le second *T* étant pour *travesti.e* ou *transexuel.le*, le second *Q* pour *questioning* soit *hésitant.e*, le second *A* pour *allié.e*, le *2S* pour *two-spirited* qui reprend une conception amérindienne, et *P* pour *pansexuel.le*) » (NdlR).

s'agit de *s'identifier* à un modèle préexistant postulé par la permanence illusoire du moi mais, en réalité, condition nécessaire pour assurer la stabilité et le contrôle du nouvel ordre social numérisé qui se concocte dans la Silicon Valley à grands renforts d'algorithmes exploitant nos données. Avec une telle force de frappe, on comprend que cette emprise d'un numérique identitaire fasse peur.

Politiques d'identité. Mais le point fort de cet essai est l'analyse pointue des « *identity politics* » que Laurent Dubreuil traduit par « politiques d'identité » et dont il définit l'enjeu : « refonder totalement la politique sur l'identité, qui, en son concept absolu, ne souffre dès lors plus de pluriel » (p. 18). Il voit dans cette « politique d'identité » l'équivalent de la « politique de classe », à laquelle, de fait, elle s'est substituée depuis que la gauche l'a abandonnée au profit de la défense des minorités.

Pour bien comprendre cet enjeu, il faut situer cette approche conceptuelle dans l'opposition entre la « gauche identitaire » de Marc Lilla et la « gauche minoritaire » d'Éric Fassin, plus large et quasi universaliste : « En France, dès que les minorités se font entendre, on les taxe de communautarisme ; aux États-Unis, on se récrie : "politique identitaire". Mais pourquoi l'égalité demandée par des minorités ne serait-elle pas universaliste ? »²³. Bonne question, qui marque la différence entre la France et les États-Unis où les revendications identitaires sont intrinsèquement liées aux communautés qu'elles agrègent dans le cadre d'un État fédéral et multiculturel. En France, elles se heurtent au dogme de l'universalité des droits garantie par un État « jacobin » et centralisateur qui refuse de reconnaître d'autres identités que celle, nationale, des individus, quelle que soit leur origine ou leur confession.

Le fond du problème est dans cette prétention à l'universalité d'une minorité quelconque au nom de l'égalité, non pas des individus / sujets mais de communautés calquées sur le modèle américain et auxquelles on est assigné en fonction d'un droit à la différence qui devient un devoir de ressemblance au groupe.

De ce point de vue, le cas récent d'Alice Coffin est exemplaire, qui prétend agir en tant que lesbienne « au nom de l'intérêt de tous », le « génie lesbien » étant le véritable « génie » de l'humanité à l'exclusion du masculin. Elle prône donc un séparatisme rigoureux entre les sexes, conformément à la tendance ségrégationniste du communautarisme américain. Au passage, elle confisque aussi le féminin pour le réduire à une « orientation sexuelle » érigée en modèle pour une humanité rédimée. Par une sorte de mimétisme inversé, son féminisme est aussi « vertical » et

²³ Cf. « Débat : la gauche s'occupe-t-elle trop des minorités ? L'essayiste américain Mark Lilla estime que l'obsession des identités occulte la notion de bien commun. Le sociologue français Éric Fassin conteste cette thèse », propos recueillis par Marc-Olivier Bherer, *Le Monde*, 01-10-2018.

dominateur que le patriarcat qu'elle dénonce dans une rhétorique guerrière et « virile » !

Dans « politiques d'identité », le choix du génitif *versus* celui d'un adjectif a donc le mérite de dépasser la simple caractérisation au profit d'un vrai concept qui pourra s'appliquer à toutes les formes du politique, quelles qu'en soient les déclinaisons, le seul paradigme étant l'identité comme légitimation de l'action politique, qu'elle soit de gauche ou de droite, colonialiste ou nationaliste, majoritaire ou minoritaire...

On notera que « gauche minoritaire » sonne comme l'aveu d'une politique vouée à rester minoritaire. Vérité de l'échec d'Hillary Clinton en 2016 et de la difficile victoire de Joe Biden en 2020. C'est la distribution des minorités entre les deux candidats qui décide de la majorité, les suprématistes blancs et les néonazis eux-mêmes se réclamant des mêmes droits que les minorités opprimées...

La logique identitaire, opérant par discriminations, positives ou négatives, aboutit à la fragmentation infinie des sociétés et des États. Mais du chaos identitaire ainsi créé sortent souvent les dictatures les plus effroyables au nom d'une identité particulière qui a raflé la mise.

Un nouvel ordre moral. Au-delà du champ politique ainsi bouleversé se dessine une autre société, régie par un nouvel ordre moral. Ces politiques d'identité s'accompagnent, en effet, d'interdits au nom desquels on censure, on boycotte, on met au pilori. Principe de la *cancel culture* : annuler, effacer, faire honte surtout. Réécriture orwellienne de l'Histoire. Politique inclusive de féminisation forcée du français qui, du problématique « e » modulable en « -e », fait un point de rupture dont le principal effet est de disloquer la langue de Descartes jusqu'à rendre impossible un quelconque cogito. Et, en opposition au principe du *blackface*, le boycott à Paris d'une représentation des *Suppliantes* d'Eschyle, en 2019 ²⁴.

Comme il s'agit de s'imposer dans sa différence inaliénable et souveraine, il faut donc interdire aux autres toute tentative d'« appropriation ». Les personnes « racisées » et tous les discriminés, « humiliés et offensés » ne peuvent être représentés que par une personne de leur genre, sexe, couleur ou « race » bien que ce dernier mot ait été proscrit de notre lexique comme non pertinent. À la limite, ils ne peuvent être représentés que par eux-mêmes, chacun confiné et blindé dans un *safe space* identitaire dupliqué à l'infini.

Françoise CHENET

²⁴ Cf. notamment : LE FOL (Sébastien), « La tyrannie des identités », dans *Le Point*. En ligne : https://www.lepoint.fr/societe/sebastien-le-fol-la-tyrannie-des-identites-01-04-2019-2305030_23.php# (mis en ligne le 01-04-2019 ; c. le 28-12-2020) ; sur ces questions, voir aussi l'argumentaire du colloque : « La Tyrannie des minorités », 26-27 septembre 2019, Université de Lorraine, Nancy : <https://calenda.org/585550> (c. le 28-12-2020).